

DOUGLAS PAAL

Distinguished Fellow du Programme Asie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, ancien directeur des affaires asiatiques et assistant spécial du président au sein du Conseil national de sécurité américain

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Je vais maintenant donner la parole à Douglas Paal, qui a présidé une séance hier. Il a également été impliqué dans les questions de sécurité nationale, non pas de l'Inde, à ma connaissance, mais des États-Unis, et a donc aussi une merveilleuse expérience au sein d'un gouvernement et maintenant des groupes de réflexion. Douglas, j'espère que vous clarifierez un peu ce concept d'Indopacifique du point de vue des États-Unis.

Douglas Paal

Merci Thierry, et je voudrais rebondir précisément sur ce que vous avez dit et profiter des sages observations de M. Narayanan comme point de départ. Pour moi, il est toujours utile de me rappeler en tant qu'Américain, et de rappeler à mes collègues américains, qu'en raison de notre géographie unique et de notre histoire relativement courte, nous avons tendance à considérer les problèmes de politique étrangère comme des choses qu'on aborde, qu'on résout, et on passe à autre chose. Alors que si vous vivez en Inde à côté de la Chine, vous y êtes depuis quelques milliers d'années et il est probable que vous y serez encore pour quelques milliers d'années, donc vous ne pouvez pas toujours résoudre le problème, vous devez le gérer, vous devez vivre avec. L'Indopacifique, comme nous l'appelons aujourd'hui, a donc été un défi pour les États-Unis. Pour résumer rapidement l'histoire, pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Asie s'est imposée sur une Amérique centrée sur elle-même et une décision a été prise de mettre l'accent ou de donner la priorité à la victoire en Europe avant l'Asie. La question de savoir comment traiter avec l'Asie a été résolue technologiquement par la découverte de la bombe atomique, ce qui a raccourci la guerre et a permis aux États-Unis de passer à l'après-guerre. Dans la foulée, une décennie plus tard, sous John Foster Dulles et Dwight Eisenhower, nous avons essayé d'organiser l'Asie de l'Est en en faisant pendant la guerre froide l'un des pôles de grande concurrence avec les Russes en Union soviétique. En 1954 à Bangkok, nous avons établi l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est, qui devait être l'OTAN asiatique. Organisation au destin funeste puisqu'elle ne s'est jamais vraiment adaptée aux réalités d'une Asie post-coloniale, une Asie émergente, très diversifiée culturellement, ethniquement et économiquement.

On avance rapidement à la fin de la guerre froide où nous avons vu arriver en quelque sorte le moment unipolaire, et Bob Hawke, le Premier ministre australien de l'époque, déclarer que nous avons besoin de créer un Forum de coopération économique pour l'Asie-Pacifique, l'APEC. Certains ont dit qu'il s'agissait de quatre adjectifs à la recherche d'un verbe. Nous avons essayé

de trouver un moyen de rassembler les tendances asiatiques, mais surtout de créer un cadre économique. Nous tentions d'aborder la très forte relation économique entre les États-Unis et l'Asie, dans laquelle la demande du marché américain alimentait les économies en développement rapide de la Corée, du Japon, de la Corée du Sud et finalement de Taïwan. L'APEC a connu son heure de gloire dans les années 1990, puis nous sommes entrés dans la période de la mondialisation, et nous ne pensions plus tant en termes d'Asie du Sud-Est, d'Asie de l'Est ou d'Afrique, mais plutôt en termes de mouvement de capitaux, de chaînes d'approvisionnement mondiales, de recherche d'opportunités. L'Asie comportait des gouvernements amis pour la plupart, des Tigres asiatiques, qui accueillaient favorablement ce type d'investissement. Nous avons eu une période où la très forte domination du marché économique américain côtoyait les alliances, héritages de la Seconde Guerre mondiale et de ses conséquences. Cela s'est poursuivi de manière assez satisfaisante jusqu'en 2007 et 2008 avec la crise financière mondiale et la mondialisation a été remise en question. À ce moment-là, la Chine était devenue membre de l'OMC. Nous avons commencé à voir le marché américain comme pièce maîtresse de l'activité économique dans la région Asie-Pacifique se transformer en quelque chose de nouveau et nous continuons aujourd'hui à nous y adapter. Nous n'avons pas été en mesure de dissocier ce que nous voulons faire économiquement de ce que nous voulons faire stratégiquement.

Je pense que cela nous amène à aujourd'hui, où nous sommes confrontés à trois types de grandes contradictions dans la politique américaine envers l'Indopacifique. La première est l'économie face à la sécurité. Les pays de l'Asie-Pacifique ou de l'Indopacifique ont des priorités économiques qui ne recherchent pas les conflits stratégiques ou sécuritaires. La seconde est que les Américains oscillaient entre ces deux priorités avant 2010. Depuis 2010, la montée en puissance de la puissance militaire chinoise et de ses capacités étendues ont commencé à détourner l'attention des États-Unis du domaine économique, où les États-Unis ne sont plus le marché le plus pertinent pour les partenaires de l'Asie de l'Est Pacifique, pour se concentrer davantage sur l'aspect sécuritaire. Nous constatons également une contradiction dans la région entre coalitions et fragmentation concernant les États-Unis. Avec l'administration Biden actuelle, on parlera de la construction du QUAD, du renforcement du G7, de la réduction continue du rôle du G20, ainsi que des coalitions de pays qui résistent à ce qu'ils considèrent comme une agression chinoise dans la région Asie-Pacifique et qui veulent former des arrangements informels pour résister à de nouveaux empiètements chinois. Cette contradiction se voit dans cette coalition de l'Indopacifique, où nous avons donc l'Inde à une extrémité et les États-Unis à l'autre extrémité du Pacifique. Cependant, les trois grandes coalitions économiques de la région sont l'ARCEP, le Comprehensive Partnership for Pacific Trade, et le Digital Economic Framework, dont ni l'Inde ni les États-Unis ne sont membres. La coalition poursuit ses propres développements spectaculaires et pourtant, nous n'en faisons pas partie. Enfin, les États-Unis ont une approche de plus en plus légaliste et réglementaire vis-à-vis des transactions entre les pays de l'Indopacifique et la Chine. Je pense que les perspectives sont pour une intervention progressive beaucoup plus importante des États-Unis dans les relations tant commerciales, que d'investissement, que technologiques. Je pense que les contradictions et les défis de l'Indopacifique seront au premier plan dans ce que je peux entrevoir pour les prochaines années dans cette région. Merci.



Thierry de Montbrial

Merci beaucoup Douglas. Très intéressant mais aussi un peu impressionniste.